



DÉPARTEMENT DU CALVADOS

**COMMUNE DE GRANDCAMP-MAISY**

**ARRETE DE VOIRIE N°55/2024  
PORTANT AUTORISATION L'INSTALLATION D'UN ECHAFAUDAGE  
RUE DES ANCIENNES ECOLES POUR LES TRAVAUX DU 116 RUE ARISTIDE BRIAND**

**LE MAIRE DE GRANDCAMP-MAISY,**

- Vu** la loi n°82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions, modifiée et complétée par la Loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983,  
**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,  
**Vu** l'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967, modifié, relatif à la signalisation routière, et les textes d'application,  
**Vu** l'arrêté interministériel du 8 avril 2002, relatif à l'approbation de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,  
**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 août 1965 portant réglementation sur la conservation et la surveillance des voies communales,  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,  
**Vu** le Code Pénal,  
**Vu** le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,  
**Vu** le Code de la Route,  
**Vu** le Code de la Voirie Routière,  
**Vu** le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice des pouvoirs de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,  
**Vu** le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,

**Considérant** la demande de l'entreprise SOPHIE Jean-Charles maçonnerie, demeurant 12, rue du Hameau Bel 14450 GRANDCAMP-MAISY, SIRET n°79068732100022, sollicitant l'autorisation d'installer un échafaudage sur la chaussée rue des Anciennes Ecoles et sur le trottoir devant le 116 rue Aristide Briand 14450 GRANDCAMP-MAISY et deux véhicules de chantier sur les places de stationnements, du lundi 2 septembre au vendredi 18 octobre 2024 afin d'y effectuer des travaux de ravalement.

**ARRETE**

**Article 1 - Autorisation**

L'entreprise SOPHIE Jean-Charles maçonnerie est autorisée à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande en date du 27 juillet 2024 pour **l'installation d'un échafaudage sur la chaussée rue des Anciennes Ecoles et sur le trottoir devant le 116 rue Aristide Briand ainsi que le stationnement de ces deux véhicules de chantier du lundi 2 septembre au vendredi 18 octobre 2024**, charge à lui pour se conformer aux dispositions des articles suivants.

L'entreprise SOPHIE Jean-Charles est informée de la situation géographique du chantier et des risques de vent violent venant du bord de mer, le responsable de chantier devra renforcer l'accroche et la solidité de l'échafaudage en vue d'intempérie.

## **Article 2 - Prescriptions techniques particulières**

Les véhicules de secours et d'urgence seront toujours autorisés à circuler

Rétrécissement de la chaussée sur la rue des Anciennes Ecoles ainsi que le trottoir devant le 116 rue Aristide Briand

L'entreprise SOPHIE Jean-Charles devra mettre en place le rétrécissement de la chaussée ainsi que pour le trottoir.

La chaussée et le trottoir seront rétrécie du lundi 2 septembre 8h00 au vendredi 18 octobre 2024 16h30

Le dépôt devra impérativement ne pas entraver le libre écoulement des eaux dans le caniveau ni l'accès aux installations de sécurité ou de protection civile.

Toutes les dispositions devront être prises pour éviter la chute des matériaux, outils ou autres objets pouvant provoquer des accidents de toute nature.

Les dispositifs mécaniques bruyants ne peuvent être utilisés entre 20h00 et 07h00.

L'accès aux habitations des riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront toujours pouvoir être assurés.

**Il est demandé à l'entreprise SOPHIE Jean-Charles de remettre à l'état initial des enrobés et bordures**

**Un état des lieux aura lieu avant et à réception des travaux**

## **Article 3 - Sécurité et signalisation de chantier**

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle du 24 novembre 1967 modifiée sur la signalisation routière Livre I – 8<sup>ème</sup> partie.

Le demandeur devra en outre respecter les dispositions suivantes : la durée d'installation de l'échafaudage sur la chaussée et le trottoir n'excédera pas la période du vendredi 18 octobre 2024 16h30 et les travaux devront être effectués entre 8h00 et 18h00.

## **Article 4 - Implantation ouverture de chantier et récolement**

Le bénéficiaire est autorisé à compter **du lundi 2 septembre 2024 dès 8h00** comme précisée dans la demande.

## **Article 5 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Dispositions relatives à la sécurité des riverains**

Les dispositifs mécaniques bruyants ne peuvent être utilisés entre 20 heures et 07 heures.

L'accès aux habitations des riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront toujours être assurés.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

## **Article 6 – Validité, renouvellement de l'arrêté et remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de **49 jours** à compter du

**lundi 2 septembre 2024 inclus.**

L'entreprise SOPHIE Jean-Charles, demeurant 12, rue du Hameau Bel 14450 GRANDCAMP-MAISY, SIRET n°79068732100022, devra prendre les précautions nécessaires pour éviter de salir les abords du chantier et procédera à des nettoyages journaliers sur la chaussée intéressée. Au terme de sa validité, l'entreprise effectuera l'enlèvement des matériaux en excès laissés sur la chaussée et trottoirs (gravillons, sable...).

En outre, dès l'achèvement des travaux, si par suite de la négligence ou de la carence de l'entreprise responsable, les nettoyages et les enlèvements de matériaux n'étaient pas effectués, les services municipaux, après mise en demeure à l'intéressé, par voie postale ou électronique, ou sur simple appel téléphonique resté sans effet, pourraient y pourvoir aux frais de ladite entreprise, notamment en cas de danger immédiat.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

L'entreprise SOPHIE Jean-Charles maçonnerie devra remettre les abords en l'état d'origine.

### **Article 7 - Publication et affichage**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Grandcamp-Maisy par l'entreprise SOPHIE Jean-Charles maçonnerie

### **Article 8 – Recours**

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de monsieur le maire. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse aux recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Ampliation du présent arrêté pour affichage et/ou publication à :

L'entreprise SOPHIE Jean-Charles maçonnerie  
La Gendarmerie d'Isigny sur Mer  
Le Service départemental d'incendie et de secours du Calvados.  
ISIGNY OMAHA INTERCOM-Service Voirie  
Directrice Générale Des Services  
Services Techniques

Fait à Grandcamp-Maisy le 29 août 2024

Pour le Maire, l'adjoint,  
Jérôme LELAIDIER

